Document généré le 12 juil. 2025 03:38

Bulletin d'histoire politique

Présentation

Robert Gagnon

Volume 7, numéro 3, printemps 1999

Les sciences et le pouvoir

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1060348ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1060348ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Gagnon, R. (1999). Présentation. *Bulletin d'histoire politique*, *7*(3), 19–20. https://doi.org/10.7202/1060348ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Dossier thématique

Les sciences et le pouvoir

Présentation

•••

Robert Gagnon
département d'histoire, UQAM

À l'aube du troisième millénaire, la science et la technologie occupent indiscutablement une place centrale dans les sociétés industrialisées. L'histoire, et plus particulièrement l'histoire des sciences, nous rappelle d'ailleurs que, depuis un siècle, se sont tissés des liens très étroits entre l'État, la science et la technologie. Les gouvernements canadien et québécois n'ont pas échappé, bien sûr, à ce rapprochement qui a fait que le pouvoir politique ne peut plus, dorénavant, se passer de la science et que les scientifiques ne peuvent plus être abandonnés à eux-mêmes.

Dans ce dossier sur les sciences et le pouvoir, les cinq articles qui le composent contribuent à éclairer les mécanismes par lesquels les scientifiques se sont installés au cœur de la politique pour ne plus la quitter. Le premier texte, celui de Stéphane Castonguay, porte sur la dynamique de la centralisation de la recherche agricole au Canada. Il retrace l'un des premiers efforts de centralisation de la recherche scientifique par une instance gouvernementale canadienne, le ministère de l'Agriculture. Castonguay montre comment, après avoir pris en main la recherche agricole, les scientifiques du ministère de l'Agriculture ont dû penser des stratégies de réorganisation pour accentuer la centralisation de la recherche agricole, afin de contrer d'autres acteurs intéressés à investir ce domaine.

L'article de Pierrick Malissard se penche sur deux centres universitaires de recherche en microbiologie qui furent également des centres de production de vaccins. Il nous révèle qu'en jouant un rôle actif de conseillers auprès de divers niveaux de gouvernement, les responsables de ces centres de recherche ont fortement influencé les grandes politiques de santé entre 1920 et 1960.

Sophie-Hélène Bataïni et Michel Trépanier, quant à eux, examinent le processus de décision qui a mené le gouvernement québécois à choisir la Rive-Sud de Montréal pour construire un centre important de recherches sur l'électricité, l'Institut de recherche en électricité du Québec (IREQ). Ils nous montrent que, dans le cas de l'IREQ, les arguments des scientifiques ont eu raison de la politique de développement régional privilégiée par le gouvernement libéral de l'époque.

Le texte de Robert Gagnon et d'Yves Gingras examine les conditions sociopolitiques et scientifiques à l'origine de la mise en œuvre d'un laboratoire écologique à la grandeur du territoire de la baie James. L'enchevêtrement des intérêts de multiples acteurs, tels le gouvernement canadien, les groupes environnementalistes, les scientifiques et les ingénieurs va, en effet, rendre possible une mobilisation scientifique d'une ampleur jamais atteinte au Québec.

Finalement, l'article de Benoît Godin clôt ce dossier thématique. À l'aide de divers exemples, il montre comment les gouvernements ont fait une utilisation symbolique et idéologique de la science. Ses réflexions confirment que l'État ne peut plus se passer des sciences et que cette dépendance n'est pas sans changer la perception même que nous avons de la politique et de la science.